

M. le Préfet reçu par les Jeunes Agriculteurs du Gers



M. le Préfet reçu par les Jeunes Agriculteurs du Gers

Ce lundi 26 août, à une semaine de Gascogn'Agri 2024, le Préfet du Gers s'est rendu sur une exploitation des frères Ponsin à Bédéchan, Jeunes Agriculteurs du canton de Gimont Saramon.

Pierre, Jérôme et Laurent ont présenté leur exploitation en polyculture, élevage bovin et avicole en circuit court.

Les dernières annonces font état d'une diminution de la prise en charge de la vaccination par l'Etat qui était de 85 % l'année dernière. Cette baisse mettrait en péril les éleveurs à peine sortis de crise. C'est pourquoi Guillaume Fauqué, Président des Jeunes Agriculteurs du Gers, a témoigné de la nécessité d'avoir un plan national clair sur la vaccination pour 2024. Il est nécessaire que l'Etat maintienne son accompagnement et soutienne la filière avicole.

En se dirigeant vers les Blondes d'Aquitaine, les Jeunes Agriculteurs du Gers ont martelé l'importance de soutenir l'élevage français, et gersois qui fait face depuis plusieurs mois aux différentes maladies. JA 32 a demandé un plan de soutien immédiat pour faire face à la pandémie de la FCO qui touchent les ruminants.

La maladie de la MHE reprend également, nous demandons que l'Etat poursuive ses accompagnements et accélère la vaccination.

Enfin, nous avons remis le courrier à monsieur le Préfet du Gers demandant de rencontrer le Préfet de Région en urgence concernant l'arrêté rétroactif sur aide coriandre faisant perdre jusqu'à 20 000 € par exploitation. Pour JA 32, il est primordial que l'Etat revienne sur ses engagements de départ pour l'année 2024. Il est pour JA 32, inacceptable que des exploitations gersoises et notamment des jeunes installés se retrouvent au bord de la route ! Des jeunes agriculteurs se sont engagés et ont fait confiance à l'Etat par des contrats, leurs installations ne doivent pas être en danger !

Jeunes Agriculteurs du Gers a terminé la visite en précisant à M. le Préfet et à la DDT les dossiers de l'eau, du photovoltaïque et de la charge administrative qui pèsent encore sur les agriculteurs.

C'était la première de plusieurs rencontres prévues sur la semaine, nos positions sont claires, l'Etat doit s'engager sans plus tarder pour construire une agriculture gersoise forte et pérenne face aux difficultés actuelles.